FÉDÉRATION NATIONALE DES INDUSTRIES CHIMIQUES CGT

Contact presse :
Contact Fédération FNIC : contact@fnic-cgt.fr
Severine DEJOUX - Élue CGT VENCOREX : severine.dejoux@hotmail.com - 06.82.24.96.89

communiqué presse...

• **Montreuil, le 16 avril 2025/** ***La FNIC CGT et la CGT VENCOREX communiquent...***

VENCOREX, razzia sur l'emploi pour les travailleurs du Sud Grenoblois

La décision, rendue ce 10 avril 2025 par le tribunal de commerce de Lyon, autorisant la reprise très partielle du site de Pont-de-Claix par l'industriel chinois Wanhua/BorsodChem, est bien plus qu'un simple jugement économique. C'est un véritable tremblement de terre pour la chimie et ses emplois – et un signal d'alarme pour l'ensemble du tissu industriel de la région et du pays.

Cette décision a été adoubée par la procureure, qui, dans un message daté du 14 avril, vient confirmer la « validité » du projet de BorsodChem, avec une reprise d'à peine 10 % des salariés de Vencorex et qui enterre toute possibilité de relance d'activité industrielle sur la plateforme de Pont-de-Claix avec l'achat de tous les brevets industriels. **L'État est complice et, sans aucune ambiguïté, accompagne la destruction de tout un tissu industriel avec près de six mille emplois impactés.**

Ce que certains veulent faire passer pour une opération de «sauvetage» est en réalité **le début d'un démantèlement soigneusement orchestré.** Derrière les belles promesses de maintien partiel de l'activité, c'est l'histoire industrielle de tout un bassin – de Rhône-Poulenc à Vencorex – qui se retrouve bradé, pièce par pièce. Là où une industrie faisait vivre des centaines de familles, il ne restera qu'un petit atelier au milieu d'un immense terrain vague pollué, qu'il faudra nettoyer avec l'argent public.

UN PILLAGE AUTORISÉ ET UN CHÔMAGE DE MASSE PROMU PAR LA JUSTICE FRANÇAISE.

En clair : le message politique qui était porté par la mise en place d'une SCIC était une perspective de sauvetage pour toutes les usines, en cours et à venir, en France. La lutte exemplaire et le rapport de force construits par les salariés de Vencorex avec la FNIC-CGT offraient le chemin à suivre, autre que le « chèque » des indemnités, pour tous les travailleurs assommés par les annonces de fermetures d'usines !

Le pire dans cette histoire, que la FNIC-CGT ne veut pas terminer, est que depuis le début du processus, **ni le Gouvernement ni l'Élysée n'ont pris leurs responsabilités : ils étaient sur le quai à regarder charger le train, avec, dans le rôle du chef de gare, Marc Ferracci gesticulant et criant à qui voulait l'entendre que la France investit massivement pour la réindustrialisation.**
Résultat : nous avons des cohortes de ministres et autres membres du gouvernement qui vocifèrent la relocalisation de l'industrie en France, de sa réindustrialisation, mais qui, dos aux caméras, accompagnent la destruction planifiée de nos emplois et de nos vies pour satisfaire les seuls profits du patronat, qui cherche invariablement la rentabilité de ses activités en déplaçant systématiquement ses industries aux quatre coins du monde dans l'objectif unique de leur rentabilité !

GOUVERNEMENT ET PATRONAT SONT MAIN DANS LA MAIN POUR SATISFAIRE LES TAUX DE PROFIT AU DÉTRIMENT DE NOS VIES ET DE NOS EMPLOIS !

C'est pour cela que la FNIC-CGT, la CGT et désormais la CFE-CGC – qui rejoint notre combat et comprend maintenant l'intérêt de notre projet coopératif en SCIC – continuent de revendiquer, face à la procureure de la République, de suspendre cette décision avant qu'il ne soit trop tard. L'enjeu dépasse de loin les seuls salariés de Vencorex : il concerne l'ensemble des emplois de la chimie de la région, du pays et de tous les emplois induits !

LE COMBAT DES VENCOREX DOIT ÊTRE LE COMBAT DE TOUTE NOTRE CLASSE !